

Monsieur le Président de la République,

Monsieur le Président de Région,

Messieurs les Maires,

Mesdames et Messieurs,

Chers amis,

La Méditerranée, nous le savons tous, est bien plus qu'une mer.

Elle est à l'origine de nombreuses et grandes civilisations ; elle demeure leur point de rencontre et le lieu de leurs interrogations, sur leur passé comme sur leur avenir. Et elle est aujourd'hui au carrefour de notre monde.

La Méditerranée se trouve de ce fait au cœur de la plupart des problématiques de notre époque. Economiques et politiques, bien sûr. Culturelles et religieuses, évidemment. Stratégiques et sécuritaires, aussi. Mais également, et peut-être surtout, écologiques et environnementales.

En ce sens, notre mer est un laboratoire qui mérite toute notre attention, tous nos efforts.

C'est pourquoi je suis particulièrement heureux des mots très forts que vous avez prononcés, M. le Président de la République, comme je suis heureux de voir autant de bonnes volontés réunies ici au chevet de notre berceau commun.

Et je veux surtout me féliciter des principes qui guident cette rencontre : ceux d'un dialogue avec la société civile et avec toutes ses forces, toute sa diversité, dans le cadre de la préparation de la si importante COP21.

Moi qui depuis de nombreuses années multiplie les rencontres et les initiatives consacrées à la préservation de cette mer - à la fois dans les instances internationales ou autour d'initiatives régionales auxquelles je participe avec la Fondation qui porte Mon nom et que j'ai créée en 2006 - je sais que ce laboratoire exige une méthode particulière, faite de dialogue, de confiance et de coopération.

Les dangers qui menacent la Méditerranée sont en effet complexes et interdépendants. Avec 28% des espèces endémiques, 8% de la faune et 18% de la flore marines mondiales concentrées dans 0,8 % de sa surface et 0,3 % du volume de ses eaux océaniques, avec près de cinq cent millions d'habitants vivant autour de cet espace limité, dont cent cinquante millions sur son seul littoral, et avec trois cents millions de touristes chaque année, l'équation méditerranéenne est trop compliquée, trop diverse pour être résolue en quelques mots ...

Chaque problème prend ici une dimension extraordinairement aiguë, chaque péril résonne de conséquences extrêmement graves.

Pour ce qui est des seuls enjeux liés au réchauffement climatique, par exemple, nous pouvons hélas en mesurer très directement les effets dans cette mer fragile, aussi bien pour ses écosystèmes que pour les populations qui vivent sur ses rives.

La hausse du niveau des mers, la modification des régimes de précipitations, la multiplication des événements climatiques extrêmes, la fragilisation des équilibres de nombreux biotopes, ses conséquences sur l'approvisionnement en eau, sur les cultures, sur les équilibres démographiques... Autant d'éléments qui nécessitent une approche originale et coordonnée, et qui doit être globale car ces phénomènes ont des origines qui vont bien au-delà des rivages de notre mer.

C'est cette approche que Je voudrais détailler ici, en insistant sur quatre niveaux qui selon Moi assurent sa cohérence. C'est en combinant ces niveaux que nous pourrons efficacement défendre la Méditerranée et notre climat, comme nous y incite le programme de cette journée...

Les négociations internationales sur le climat, tout d'abord. C'est tout l'enjeu de la COP21, pour laquelle la France se mobilise avec talent et détermination. Je veux vous dire ici toute ma confiance et tout mon soutien, M. le Président de la République. Il est impératif que cette réunion de décembre nous permette d'avancer sur la voie d'engagements internationaux contraignants et Je pense que nous pourrons y parvenir. C'est en tout cas le vœu que Je forme et le sens de Mon engagement.

Mais cette échéance ne suffira pas à régler tous les problèmes qui touchent notre mer. Il y a aussi, à l'ONU et dans d'autres instances multilatérales, d'autres négociations et d'autres réflexions importantes, qui doivent nous mobiliser.

Je pense à la révision de la Convention de Montego Bay et aux solutions qu'elle doit fournir pour la gestion si particulière des enjeux de cette mer quasi-fermée. Et Je pense aussi aux aires marines protégées, qu'il nous faut impérativement développer, car elles portent des solutions précieuses d'amélioration de la gestion locale et de régénération des espaces marins. Et j'ajoute qu'elles jouent un rôle appréciable dans les mécanismes de modération du changement climatique...

C'est pourquoi Je Me consacre à ces sujets avec toute Mon énergie et avec toute la détermination de l'Etat Monégasque, qui a par exemple mis en place depuis des décennies des aires marines protégées dans nos eaux territoriales, mais aussi au-delà, avec la France et l'Italie, pour le sanctuaire Pelagos.

Et Je me félicite, Monsieur le Président, que notre initiative commune lancée il y a dix-huit mois, de créer un fonds fiduciaire pour les aires marines protégées en Méditerranée, ait porté ses fruits et que les structures de ce fonds soient désormais établies.

Car le troisième cadre nous permettant d'appréhender les enjeux méditerranéens est bien celui des Etats. Nous devons en effet réaffirmer la responsabilité directe de tous les Etats de la région dans la préservation de notre mer commune.

La lutte contre les pollutions telluriques, l'amélioration des systèmes de traitement des eaux, le développement de solutions de gestion intégrée des ressources en eau, les politiques de soutien en faveur d'une pêche réellement durable ou la préservation d'écosystèmes fragiles sont autant de leviers que chaque pays peut et doit mobiliser, indépendamment des accords internationaux.

C'est le sens de l'action de la Principauté de Monaco, qui s'est depuis longtemps investie dans de nombreuses politiques de préservation de la Méditerranée.

De la même manière, une lutte efficace contre le changement climatique ne peut se concevoir sans la mise en place d'une économie largement décarbonée, la promotion d'énergies renouvelables et l'installation de solutions de transport non polluantes.

Cela aussi, c'est à chacun de nous – Etats, ONG, entreprises et sociétés civiles – de le favoriser.

Pour toutes ces raisons, l'avenir de cette mer commune qu'est la Méditerranée doit passer par une conscience commune, qui est notre quatrième levier d'action.

Une conscience partagée par les peuples de la Méditerranée ; partagée par les villes et les collectivités locales qui sont ici représentées ; partagée par les Universités et les laboratoires, qui sont nos plus sûrs alliés dans l'invention d'un système nouveau ; partagée aussi par les entreprises, pour lesquelles la croissance verte et la croissance bleue offrent des perspectives inédites ; une conscience partagée enfin par tous ceux que l'amour de cette mer rassemble...

Si tous ensemble nous savons unir nos forces pour cela, pour inventer en Méditerranée un mode de développement plus respectueux de la nature et mieux adapté au progrès des populations, alors la Méditerranée continuera d'être le symbole de notre monde – de ses espoirs, et non de ses échecs !

En cela, nous serons fidèles au constat d'Albert Camus, qui disait « J'admire qu'on puisse trouver au bord de la Méditerranée des certitudes et des règles de vie, qu'on y satisfasse sa raison et qu'on y justifie un optimisme et un sens social. »

Ces règles de vie conformes à la raison, cet optimisme et ce sens social, il nous appartient de leur donner corps. Les solutions existent, elles peuvent rapidement être mises en place.

C'est une haute ambition et Je suis heureux que nous nous retrouvions autour de cet objectif si important.

Je vous remercie.